

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-SIXIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
14e séance
tenue le
mercredi 23 **octobre** 1991
à 15 heures
New York

PROCES-VERBAL DE LA **14e SEANCE**

Président :

M. ALPMAN
(Vice-Président)

(Turquie)

SOMMAIRE

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES **AU** DESARMEMENT (**suite**)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,

dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,

2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.1/46/PV.14
1er novembre 1991

FRANCAIS

En l'absence du Président, M. Alpman (Turquie), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 30.

POINTS 47 A 65 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

M. HERNANDEZ (République dominicaine) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, au nom de ma délégation, je tiens avant tout à m'associer aux félicitations que d'autres délégations ont adressées à M. Mroziewicz à l'occasion de son élection à la présidence de la Première Commission. J'adresse également mes félicitations aux autres membres du Bureau.

Je voudrais également féliciter et remercier le Secrétaire général adjoint, M. Yasushi Akashi, de son intervention si intéressante sur les activités du Département des affaires de désarmement. Nous voudrions exprimer tout particulièrement notre gratitude et notre reconnaissance pour le programme de bourses qui, sous les auspices du Département qu'il dirige, a tant contribué à la diffusion d'informations sur les questions liées au désarmement. La République dominicaine participe pour la deuxième fois à ce programme et peut témoigner de l'intérêt qu'il présente.

Je ne saurais commencer mon intervention sans rendre hommage à un grand homme de l'Amérique latine : Alfonso García Robles. Le Traité de Tlatelolco témoigne de sa lutte énergique pour un monde plus pacifique et plus sûr, lutte qui servira d'exemple aux générations à venir.

Je voudrais également exprimer la peine qu'éprouve ma délégation de la mort d'un autre collègue de cette Première Commission : Jack Gerardi Siebert, dont nous regretterons toujours la collaboration et l'amitié.

L'Assemblée générale des Nations Unies et la Première Commission ont entamé cette année leurs travaux dans un monde de plus en plus interdépendant, à un moment où règnent les fausses valeurs et les idées subversives; à un moment si dynamique que même les moyens de communication les plus perfectionnés ne peuvent pas suivre le rythme des changements tant ils sont accélérés; et à un moment si incertain que même les analystes les plus audacieux ne se risqueraient pas à déterminer de façon sûre son évolution et son aboutissement.

M. Hernandez (Rép. dominicaine)

Face à ce monde en constante évolution, l'Organisation des Nations Unies a la possibilité de revenir aux justes idéaux qui ont présidé à sa création : une organisation dont tous les Membres seront réellement égaux, et où aucun ne sera "plus égal" qu'un autre.

Dans un monde de jour en jour plus interdépendant, il est impossible de nier les liens qui existent entre la guerre et la paix, la destruction et le développement, et la crainte et l'insécurité. C'est pourquoi nous estimons qu'une relation étroite existe entre la sécurité internationale, le désarmement et le développement.

Alors que les secteurs industriels et agricoles continuent d'être productifs, les termes de l'échange entre les pays industrialisés et les pays en développement continuent d'être asymétriques et inéquitables. Les répercussions des opérations de crédit qui se négocient avec urbanité à New York, Londres ou Tokyo, se font sentir dans les coins les plus reculés de notre monde.

La menace d'un conflit nucléaire, bien qu'elle demeure théorique, n'en reste pas moins une source d'insécurité mondiale. Le risque d'une dépression de l'économie mondiale est toujours réel et elle peut dépendre de la prochaine décision d'un gouvernement ou d'un organisme financier international.

Cet état de choses a transformé l'ordre mondial en un engin explosif qui se trouve en équilibre fragile.

Les pays du tiers monde sont les plus touchés par l'ordre mondial actuel. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en particulier sont confrontés à des défis simultanés sur différents fronts : l'insécurité qui risque d'entraîner une guerre mondiale, les tendances inquiétantes de l'ordre économique international, l'écart croissant entre pays nantis et pays pauvres, la vulnérabilité des systèmes économiques nationaux et les obstacles au développement de la démocratie, de la justice sociale et de la liberté.

Tout cela constitue une source d'insécurité et par conséquent de conflit dans le monde, et c'est l'une des raisons pour lesquelles les pays ne se sentent pas en sécurité.

Peu nombreux sont ceux qui peuvent se sentir sûrs et tranquilles dans un monde où la frontière qui départage l'humanité en deux groupes nettement distincts s'élargit chaque jour davantage : un groupe satisfait qui, certes,

M. Hernandez (Rép. dominicaine)

connaît quelques maux, propres à la richesse et au niveau de consommation élevé; et l'autre, largement majoritaire, qui ne peut satisfaire ses besoins les plus élémentaires dans le domaine l'alimentation, du logement et des vêtements, sans parler de la santé, de l'éducation et de la culture.

M. Hernandez (Rép. Dominicaine)

Nous **nous sentons** tous de plus en plus **menacés dans** notre **sécurité dans** ce monde fragmenté, **car il est impossible dans** de telles conditions que **s'épanouisse** une **solidarité** naturelle entre les **membres d'une même espèce**. **L'insécurité** qui **découle** de cette situation **ou d'autres sources - telle que l'intolérance raciale, politique, idéologique ou religieuse** et la **réticence à coexister** de **pays** et de peuples dont les **croyances, les convictions philosophiques ou les systèmes politiques et économiques différents - est l'une** des causes de la course **aux** armements.

S'agissant de la sécurité et des mesures de **confiance** et de **sécurité, particulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes, j'aimerais souligner - sans négliger** les conflits militaires **ou** diminuer leur importance - qu'il est impossible **de ne pas mentionner** les conditions économiques et sociales **dans** lesquelles ont **été** maintenus les peuples **d'Amérique latine comme** les principaux **obstacles à la confiance**. On a parlé **d'un nouvel ordre économique international résultant des circonstances actuelles - et non d'une** quelconque **décision** d'une **instance internationale -** mais nous oublions que **l'Assemblée générale** a publié, en mai 1974, **à sa sixième** session extraordinaire, la Déclaration et le **programme** d'action sur **l'établissement** d'un nouvel ordre économique international, nous tous citoyens du **tiers** monde, en dépit du **climat** d'optimisme, avons un **pressentiment d'impuissance** en songeant aux **suites** que pourrait donner **à** ces documents le monde **industrialisé**. La réponse des pays **industrialisés à** nos aspirations légitimes a **été** trop coûteuse. **Moyennant** une **"assistance économique" dérisoire** qui fut offerte pour nous **aider à rembourser** notre dette extérieure, le capital **financier** transnational nous imposa **l'hypothèque** la plus **lourde** possible, et le prétendu nouvel ordre **économique international** demeure lettre morte, quand il **n'est** pas bafoué par les **pays industrialisés**. Par conséquent, notre **méfiance déjà ancienne ne** pourra que se **renforcer**.

La **seule solution rationnelle** consiste **à s'attaquer** aux causes **mêmes de l'insécurité** en consacrant **au** développement et **à la vie** une fraction des **ressources** actuellement consacrée **à la guerre et à la mort**.

Nous avons souvent **entendu, avec** une certaine fierté, **dire** que notre région est une **région** pacifique et harmonieuse. Cependant, la course aux armements en **Amérique latine et dans les Caraïbes a également été** un défi **à la** raison la plus élémentaire.

M. Hernandez (Rép. dominicaine)

C'est pourquoi ma délégation souhaite remercier le Secrétaire général et les experts gouvernementaux qui ont collaboré à l'étude qui nous est présentée, de la manière dont ils ont traité le sujet des transferts d'armes classiques. Ce trafic d'armes, hautement profitable aux mercenaires et aux marchands de mort, doit être complètement éliminé. Il est révoltant que des pays voisins partageant les mêmes racines culturelles, également pauvres et démunis de ressources, se considèrent mutuellement comme des ennemis potentiels. Combien de fois, encouragés par des intérêts étrangers à la région, ces pays frères se sont engagés dans des guerres financées parfois par les centres de pouvoir mondial. Au lieu de se consacrer à la coopération et à des échanges réciproquement bénéfiques, ils se regardent soupçonneusement les uns les autres et trouvent là une cause et une justification pour dépenser des millions de dollars à l'achat de chars et d'avions au lieu d'investir cet argent dans des projets d'infrastructure dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'industrie. Dans la plupart des cas, cette situation profite aux chefs militaires du moment, dans l'esprit desquels seules ces rivalités existent ou sont inventées.

Le pire, dans le cas de gouvernements issus de coups d'Etat militaires, comme ce fut le cas récemment dans la République sœur de Haïti, est que les armes et les munitions sont dirigées contre leurs peuples eux-mêmes, démontrant ainsi que les prétendues raisons de défense contre des attaques extérieures sont des prétextes plus que des justifications.

Nous ne pouvons pas oublier non plus que l'interventionnisme pratiqué ouvertement et effrontément, ou les menaces d'intervention, ont affecté dans bien des cas les pays en développement, lesquels pour cette raison doivent souvent dépenser de l'argent pour défendre leur souveraineté au lieu d'investir dans leur propre développement.

La délégation de la République dominicaine note avec satisfaction les résultats des décisions unilatérales et des négociations bilatérales entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique. Ces résultats ont contribué de manière certaine à un relâchement de la tension mondiale. Nous espérons que cette tendance se maintiendra, non seulement sur le plan bilatéral, mais multilatéralement également, en particulier dans le cadre des Nations Unies.

M. Hernandez (Rép. dominicaine)

Nous avons écouté attentivement la déclaration du Président de la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Horacio Arteaga, à propos de l'état actuel des négociations de Genève sur les armes chimiques. Nous notons avec satisfaction les progrès accomplis en ce qui concerne le consensus existant sur la portée de l'interdiction - en particulier sur l'Article premier, aux termes duquel les parties s'engagent, quelles que soient les circonstances, à ne pas développer, produire, acquérir d'une façon ou d'une autre, stocker ou conserver des armes chimiques, ni à utiliser ou transférer de telles armes directement ou indirectement. L'accord conclu porte également sur la destruction de ces armes, qu'elles soient propriété des Etats parties ou placées sous leur juridiction ou leur contrôle.

Quant à la convention elle-même, nous espérons que l'optimisme exprimé par l'Ambassadeur Arteaga et d'autres représentants deviendra réalité et que nos doutes concernant la portée et le financement perdront leur raison d'être dans le cours de ces négociations.

Nous ne voyons aucune raison pour que des pays comme le mien, qui n'ont jamais eu l'intention de fabriquer de telles armes, et encore moins la possibilité de le faire, et qui ont constamment redouté leur emploi, devraient contribuer sur le plan économique à l'absolution de péchés qu'ils n'ont jamais songé à commettre.

Nous sommes persuadés que le progrès dans les négociations sur les armes biologiques et radiologiques et autres armes de destruction massive nous libérera de cette terreur, qui n'a profité qu'à une poignée de marchands de mort au détriment de l'ensemble de la population mondiale.

S'agissant des armes bactériologiques, notre gouvernement a pris acte avec satisfaction du succès de la troisième conférence d'examen de la Convention sur le sujet, en particulier de la confirmation du refus par les parties à cet instrument de l'existence même de ce type d'arme de destruction massive.

Quant au régime de non-prolifération nucléaire, mon pays a toujours été préoccupé par la nature discriminatoire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, bien qu'il l'ait ratifié. Le Traité prévoit l'interdiction de détenir des armes nucléaires à ceux qui n'en possèdent pas et autorise les cinq puissances nucléaires à posséder et à développer de telles armes. Pour

M. Hernandez (Rép. dominicaine)

le **dire autrement**, son objectif principal **est** de **limiter**, en pratique, le **nombre d'Etats nucléaires** actuellement **au** nombre de **cing**. La **conclusion** d'un **traité** plus juste et non discriminatoire est essentielle **si l'on** veut **mettre un terme** une fois pour **toutes** non seulement **à** la prolifération verticale et horiaontale des **armes nucléairea**, mais **également à** la possession de tellss armen par un Etst quelconque.

Le **défi** qui nous est lancé demande que nous unissions nos efforts pour **réduire** nos **armes au minimum** par l'instauration **d'une** démocratie véritable, pas simplement une démocratie **sans** gouvernements répressifs **ou inconstitutionnels**, pas simplement une démocratie **avec** un **système** multipartite et **l'alternance** des gouvernements, qui sont parfois stériles. La démocratie doit **être** un modele politique par lequel les peuples peuvent se libérer de **toutes** lea injustices qui leur sont infligées. **Elle** doit **être** une source de **confiance** et de **sécurité** véritables, exempte de **l'horrible** peur des **armes** et des **guerres**.

M. Hernandez (Rép. dominicaine)

Les changements **continus** qui se succèdent plus rapidement que nous **ne** pouvons l'imaginer **nous** mettent en **présence d'un** défi qui **dépasse** la mesure **d'une** nation ou **d'un continent**. Nous **nous** trouvons tous aujourd'hui **au centre même** de ce conflit., un conflit entre la paix et la destruction, entre le développement et la **misère**. Et pour y trouver des solutions atables et justes, il est nécessaire de **connaître** les **causes** de ce conflit et d'y faire **face avec sérieux** et courage.

M. AFONSO (Mozambique) (interprétation de **l'anglais**) : **J'ai** le grand plaisir de féliciter chaleureusement, **au** nom de ma délégation, M. Robert Mroziewicz, **de** la Pologne, **à** l'occasion de son **élection unanime à la présidence** de la Première Commission de la **quarante-sixième** session de **l'Assemblée générale**. Nous sommes certains que, sous **sa conduite** compétente **d'éminent** diplomate, notre travail sera couronné de **succès**. Mes félicitations **s'adressent également aux** autres membres du Bureau. **Qu'il** me soit permis de **dire, au nom de ma délégation, combien** nous avons admiré le prédécesseur de M. **Mroziewicz, M. Jai P. Rana, du Népal, pour la manière impeccable dont il a présidé** nos débats de **l'année dernière**.

Ma délégation voudrait **aussi** adresser des félicitations et des remerciements **très mérités à M. Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, et à ses** collaborateurs du Département des affaires de désarmement, pour **l'excellente façon** dont le département **s'est** acquitté de **ses** fonctions **complexes**. Nous **apprécions** beaucoup les **séminaires** et les **groupes** de travail **organisés** par le Département concernant **diverses** questions de désarmement et des mesures d'instauration de la **confiance**, surtout lorsqu'ils ont lieu **dans** notre **région**. Le Mozambique a **eu** l'avantage d'assister **à** deux de ces **séminaires** dont **il** a tiré le plus grand profit.

Nous vivons des **événements** historiques **sans** précédent. **Parmi** les **événements** les plus impressionnants et les plus **spectaculaires**, je mentionnerai le changement **très** net **dans** la **façon** dont les grandes puissances **perçoivent** l'importance du désarmement. L'humanité a **enfin compris** la nécessité **impérieuse** de mettre un **terme à la course aux armements et au** risque **d'auto-anéantissement** qui **lui** est **inhérent**.

La guerre froide s'est nourrie de **façon** destructrice du réarmement et de la militarisation des **sociétés** par la **course aux armements**. **Dans** le **contexte**

M. Afonso (Mozambique)

du **nouveau climat d'après** la guerre froide **dans** les **relations internationales**, **cependant**, ces politiques favorables **à** la persistance de la **mise au point** et du stockage des armes, surtout des **armes nucléaires**. ont perdu peu **à** peu leur principale raison **d'être**.

Tout récemment, des événements **impressionnants se sont produits dans** le **domaine** de la réduction des **armes nucléaires**. Ces événements, qui comprennent **des** mesures de désarmement nucléaire **bilatérales** et **unilatérales**, montrent bien que **l'esprit** positif et l'enthousiasme **nés** des accords du Traité sur **l'élimination** des **missiles** nucléaires **à portée** intermédiaire et **à plus courte portée (INF)** sont toujours **présents**.

En juillet **dernier**, le Président des Etats-Unis, George Bush, et le Prsident de **l'Union** soviétique, Mikhail Gorbatchev, ont signé le Traité sur la réduction des **armes stratégiques (STABT)**. Cet **événement** a été le point **culminant** de longues et parfois fastidieuses **négociations** entre les parties intéressées. Nous les **félicitons** de leur **persévérance** et des **résultats** obtenus. La **conclusion** de cet accord représente **à** nos yeux un **résultat** qui **répond aux intérêts** de la communauté internationale toute **entiè.e**.

En outre, **nous** notons que, le 27 septembre, le Président George Bush a **annoncé** des propositions de réductions importantes des **armes nucléaires** des Etats-Unis. **L'Union soviétique** a **immédiatement réagi** par **l'annonce** de **ses** propres propositions **de** réduction des **armes nucléaires**. Ma délégation **s'associe à** d'autres **délégations** pour **exprimer sa** satisfaction de ces engagements **audacieux** de la part des **deux** surperpuissances nucléaires.

Nous **espérons** que le **même** esprit de souplesse et de **réalisme** dont **on** a fait preuve **au** niveau bilatéral se manifesterà **à** **l'Organisation** des Nations Unies et **à** la **Conférence** du désarmement.

La recherche **d'une** interdiction globale de tous les essais nucléaires **continue** de **nous** échapper. Nous encourageons M. **Ali Alatas**, Ministre des affaires **étrangères** de **l'Indonésie** et Président de la Conférence d'amendement du Traité d'interdiction des essais, **à** intensifier **ses** efforts et **ses** consultations **afin** de trouver un terrain d'entente qui permettrait de **convoquer à** **nouveau** la Conférence **chargée** de transformer le Traité sur l'interdiction partielle des **essais** de 1963 en un **traité d'interdiction** **complète**. En outre, nous encourageons toutes les parties **à** faire preuve de

M. Afonso (Mozambique)

bonne volonté en travaillant **de manière** constructivo pour **assurer** le **succès** des efforts **déployés** par **le Président**.

La Conférence du **désarmement est** connue **comme** étant le **seul** organe de négociation multilatéral en **matière** de **désarmement**. Pourtant, son comité spécial, qui **s'occupe** de l'interdiction des essais nucléaires, n'a **pas** de mandat de négociation. **L'absence** de ce mandat de négociation **réduit** **l'importance** de la **question** de l'interdiction de **essais** et nuit **également** à **la crédibilité** de la Conférence du désarmement.

Le désarmement nucléaire aura **sa raison d'être** lorsque **toutes** les **puissances** nucléaires entreprendront de **efforts** concertés et **décisifs** pour **libérer** le monde de ces armes **redoutables**. Une interdiction **complète** des **essais d'armes nucléaires** serait **l'une** de **premières** et **des plus** pratiques **étapes** dans la **voie** d'un contrôle de **armes** et d'un désarmement nucléaires collectifs,

Le **succès d'une interdiction globale** de **essais nucléaires** exigera le renforcement du **régime** de non-prolifération pour **lui** donner un **caractère** plus efficace et plus **universel**. Le caractère discriminatoire de **dispositions** du **Traité sur** la non-prolifération de **armes** nucléaires doit être **révisé** pour que **tous les Etats** soient plus tentés de devenir **parties** au régime. **L'universalité** du régime sera ainsi réalisée.

Nous notons **avec satisfaction** les déclarations de la France et de la Chine quant à leur **intention d'adhérer** au **Traité** sur la non-prolifération. Leur statut d'**Etats nucléaires** et de **membres permanents** du **Conseil de sécurité** confère une importance particulière à l'annonce de **ces décisions**.

De même, ma délégation tient à **saluer chaleureusement** les **décisions** des **pays frères** que sont la **Tanzanie**, la **Zambie** et le **Zimbabwe**, d'**adhérer** au **Traité** sur la non-prolifération. Comme **je l'ai annoncé** ici l'**année dernière**, le **Mozambique** a **déjà adhéré** au **Traité**. Pratiquement toute la **région** de l'**Afrique australe** s'est donc engagée à **défendre** les **idéaux** de la non-prolifération.

M. Afonso (Mozambique)

La **décision prise** en juillet dernier par l'**Afrique** du Sud **d'adhérer au Traité** sur la non-prolifération **est**, bien entendu, source de satisfaction pour ma **délégation**. Ce faisant, l'**Afrique** du Sud a fait un **pas** qui contribuera certainement à instaurer la **confiance dans la région** et sur **l'ensemble** du continent.

La résolution de cette **année** de la Conférence générale de l'**Agence** internationale de **l'énergie** atomique (GC(XXXV)/1982) **prie**

"le Directeur **général** de **vérifier** le **caractère** complet de l'inventaire des installations et du **matériel** nucléaire de l'**Afrique** du Sud et de faire rapport **au** Conseil des gouverneurs et à la Conférence **générale** à sa **trente-sixième** session **ordinaire**."

Dans ce contexte, le strict respect de l'engagement pris par l'**Afrique** du Sud en **vertu** du **régime** de non-prolifération, notamment l'obligation de soumettre toutes **ses** installations nucléaires aux garanties de l'**Agence**, contribuera à dissiper le sentiment de méfiance et de doute qui persiste quant **au** programme d'armements nucléaires de l'**Afrique** du Sud. En émissant ainsi, l'**Afrique** du Sud contribuera également à **éliminer** l'un des principaux **obstacles** à l'application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'**Afrique**. Des **événements** récents sont venus démontrer que la participation **au Traité** sur la **non-prolifération** **ne** garantit pas en **soi** son respect total par les parties. Il conviendrait **donc** de faire preuve d'une vigilance continue si **on** veut **parvenir** à une **Afrique** exempte d'armes **nucléaires**.

Les événements du Golfe ont **aidé** à placer au premier plan **des préoccupations** internationales la question de la prolifération dangereuse des **armes** de destruction massive et surtout des **armes** chimiques. Ma délégation est satisfaite des **progrès** importants **réalisés** sur la question de l'interdiction **complète** des armes chimiques à la Conférence du désarmement. **Elle** l'est aussi de la souplesse dont ont fait preuve certaines **délégations** à l'égard de la question litigieuse des représailles et du fait que le **problème** relatif **au** maintien de 2 % des stocks d'armes chimiques **pendant** 10 **ans** après **l'entrée** en vigueur de la Convention a été **réglé**.

Le **Comité spécial** sur les armes chimiques pense achever son travail d'ici l'an **prochain**. Nous demandons par **conséquent** à tous les Etats Membres de

M. Afonso (Mozambique)

poursuivre **leur** travail constructif pour venir à bout des **obstacles restants** et notamment de la question de la **vérification**.

La **troisième** Conférence **d'examen** des **parties** à la Convention sur les **armes biologiques** et à **toxines** a terminé **ses** travaux en **septembre** dernier après avoir fait de **8 progrès considérables** vers un **renforcement** du **régime** du traité. **Dans** ce contexte, **nous nous félicitons** de la création du **Groupe spécial** d'experts **chargé d'étudier** de **8 propositions concrètes** et **acceptables** sur les mesures de **vérification**, dont la **Convention** est actuellement dépourvue.

Selon le **Secrétaire** général, la question de **8 armes** classiques a progressé à un rythme plus **rapide** en raison de la **prise de conscience grandissante** :

"du **coût croissant** en termes de vie humaine, de **destruction** et de **souffrances humaines infligées** par **l'utilisation** de **8 armes** classiques dans le monde **entier**."

On reconnaît que **depuis** la **seconde** guerre mondiale cette catégorie d'armes a **été utilisée** dans plus de 150 **conflits** et qu'elle a **coûté** plus de 20 **millions** de **vies humaines**. **C'est** dans ce contexte que la question des transferts **d'armes internationaux** et de **8 approches** régionales du **désarmement** prennent de plus en plus **d'importance** dans notre ordre du jour.

Ma délégation **souhaite exprimer son** appui à la proposition de **créer** un registre **des Nations Unies** pour les **transferts d'armes classiques**. Il importe que les **préoccupations** et les **propositions** des **pays non alignés** relativement à cette question **soient prises** en compte. La **question** de la **transparence** dans les **transferts** internationaux **d'armes** mérite une étude et un examen **attentifs**. Il **s'agit** d'une question complexe, et **ses ramifications** posent un défi aux pays en développement, en **particulier**, dans le **contexte** des capacités **autochtones** de fabrication **d'armements**, pour de **8 besoins** de **sécurité** et de **déséquilibres** régionaux.

Les **mesures propres** à accroître la confiance peuvent **contribuer à réduire** les **souçons** qui encouragent la compétition pour les armes et qui **favorisent** les conflits, en particulier **au niveau** régional.

Je voudrais emprunter la déclaration **suyvante** au **Secrétaire général** de **8 Nations Unies**, M. Pérez de Cuéllar. Il a fait remarquer dans **son** rapport sur les travaux de **l'Organisation** que :

M. Afonso (Mozambique)

"Pendant des **années**, toutefois, la guerre **froide** a **projeté** son ombre sur tous les efforts de limitation des armements et de désarmement. Les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui devraient nous permettre d'associer plus étroitement les initiatives **collectives** dans ce domaine aux activités de rétablissement de la paix et de **maîtrise** des conflits. Ces possibilités **ne dursront sans doute pas indéfiniment.**"

(A/46/L. p. 12)

Le Gouvernement **mozambicain** n'a épargné aucun **effort** pour **instaurer** la paix **dans** le pays et **dans** la **région**. Il se **livre** actuellement à des **négociations** en vue d'instaurer une paix durable sur son territoire. **Ses** efforts de paix s'accompagnent de mesures destinées à **créer** un **climat** politique **propice**, qui permettrait à **chaque** Mozambicain **d'exercer** librement **ses** droits politiques.

La poursuite **tenace** de la paix par mon gouvernement semble porter **ses** **premiers** fruits. Vendredi **dernier**, le **Gouvernement** et les **rebelles** du RENAMO sont **tombés** d'accord sur un protocole de **principes** fondamentaux. En **vertu** de ce **protocole**, les deux parties ont convenu de **s'engager** à travailler **avec** **diligence** afin de **conclure** au plus **tôt** un accord de **cessez-le-feu** - sous **contrôle international** s'il le faut.

Ainsi, pour ce qui est de la paix et de la **sécurité régionales** en **Afrique** australe, le **Ministre** des affaires **étrangères** du Mozambique, M. **Pascoal** Manuel Mocumbi, a fait **écho** aux vues de mon gouvernement **lorsqu'il** a dit que : "Des mesures propres à accroître la **confiance** et la **sécurité collective** doivent **être** prises pour **prévenir** l'apparition de nouveaux conflits **dans** la région."

Nous **sommes encouragés** par les **succès enregistrés récemment** dans les efforts **régionaux** de désarmement. Nous restons **cependant** convaincus que le désarmement **dans** certaines régions **ne** devrait pas **entraîner** le transfert d'armements **dans** d'autres **régions**. Cela irait à l'encontre de la **tendance** **actuelle** dans les domaines de la limitation des armements et du désarmement.

L'importance de l'approche régionale du désarmement **ne** se trouve pas seulement **dans** le **domaine** du désarmement classique mais, plus **encore** **peut-être**, sur sa capacité latente à accroître la paix et la sécurité **internationales** par des accords sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires et de zones de **paix**.

M. Afonso (Mozambique)

Dans ce contexte, ma délégation félicite le Comité spécial de l'océan Indien d'avoir achevé les préparatifs de la convocation de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, qui doit se tenir à Colombo en 1992. Le Mozambique, en sa qualité de Vice-Président du Comité, engage tous les membres à faire oeuvre constructive pour permettre la réalisation des objectifs de ladite déclaration.

M. Afonso (Mozambique)

Nous **invitons** la **Première** Commission à rechercher des initiatives novatrices pour améliorer son travail garantissant ainsi des débats plus féconds. La Commission devrait traduire le climat favorable qui règne sur la scène internationale en discussions et en accords valables sur les points de son ordre du jour.

Pour **terminer**, je noterai que ce que l'on attend entre autres, du relâchement des tensions et des progrès du désarmement qui en résultent est une redistribution des ressources et des énergies pour faire face aux autres grands problèmes que connaît l'humanité. Le sous-développement et la détérioration de l'environnement sont parmi les problèmes les plus brûlants dont les solutions pratiques semblent se dérober à notre sagesse collective. Dans ce contexte et conformément aux décisions et aux accords intervenus à la Conférence internationale de 1987 sur la relation entre le désarmement et le développement, nous demandons que soient réaffectées aux fins du développement, surtout dans l'intérêt des pays en développement, une partie des ressources libérées grâce aux mesures de désarmement. Nous y voyons un autre domaine dans lequel nous pensons que les Nations Unies pourraient jouer un rôle important de coordination.

M. NYAKYI (République-Unie de Tanzanie) (interprétation de l'anglais) : Au nom de ma délégation et en mon nom propre, je voudrais tout d'abord me joindre aux délégations qui ont adressé des félicitations à M. Mroziewicz, à l'occasion de son élection à la présidence de cette commission, ainsi qu'aux autres membres du Bureau. Dans l'accomplissement de sa tâche, il peut compter sur le plein appui et la coopération de la délégation tanzanienne.

Je voudrais également m'associer aux chaleureux hommages qui ont été rendus à la mémoire de feu l'Ambassadeur Alfonso García Robles qui a apporté une immense contribution à la cause du désarmement et de la paix mondiale. S'il ne nous avait pas quittés, il serait parmi nous aujourd'hui, participant énergiquement à notre débat. Il n'y a donc pas de meilleure occasion pour ses amis d'honorer sa mémoire que de tenir ce présent débat sur le désarmement. Je ne le connaissais pas aussi bien que beaucoup de ses amis qui font partie de cette commission, mais j'ai eu la chance d'être associé avec lui dans l'initiative des six nations tout au long des cinq années de son existence.

M. Nyakyi (Tanzanie)

Je **connais** peu de geas auai **profondément dévoués** à une juate cause. **Même** lorsqu'il **n'était** paa d'accord **avec vous, il** écoutait vos opiniona **avec** la plus grande attention et **sa** parfaite courtoiaie a marqué **d'une** empreinte **indélébile** toua ceux **qui** l'ont approché. Ce **n'est** paa aeusement le **Mexique** qui regretsra sea aervicea et sea conaaila, **sa** diaparitian noua **laiaa** toua démunia et appauvria.

Noua noua **réunissons** une foia encore **dans** un contexto marqué par lea **événements** sana **précédent** qui **se sont déroulés** sur la **scène internationale**. **Au cours** de ces **dernières** aemainea, **no** **avons été témoins** de **deux** initiativea qui ont marqué un tournant important **dans** lea affairea de déaarmement. **L'annonce** par le **Président** Bush, le 27 aeptembre 1991, de **réductions** importantes de **l'armement** nucléaire et la réponae récbproque du **Président** Gorbatchev le 5 **octobre** 1991, ont **entraîné** un renouveau **d'optimisme** quant à la **possibilité** de **progrès** importanta **dans** le domaine du **désarmement nucléaire**. **Comme** beaucoup l'ont reconnu, lea propoaitiona et lea mesures eaquiaaéa par **ces deux** dirigeanta en vue **d'éliminer** lea armes nucléairea tactiquea, jointea aux **deux** accorda **précédenta** - le **Traité** sur **l'élimination** des miaailea à portée intermédiaire et à **courte portée** (INF) et le **Traité** sur la **réduction** des **armes** atratégiquea (**START**) - repréaentent des **accords** de déaarmement **nucléaire** de la plus grande **portée** qui aoit **depuis l'avènement** de **l'âge** nucléaire. C'eat **véritablement** un **événement** dont **nous nous réjouissons** beaucoup.

Maia pour auai aalutairea que **soient** ces **faits**, la communauté mondiale **ne** peut se permettre de relâcher son appel en faveur de **l'élimination complète** de toutea lea **armes** nucléairea. Car, **s'il** eat vrai que lea **deux** superpuissancea aemblent maintenant diapoaées **à faire face** à leurs **responsabilités** de débarraaer le monde de la **menace** que **créé** la courae aux armes nucléairea, il eat tout auai vrai que lea accorda entre coa puiaaancea et lea réductiona d'armea nucléairea annoncées par la suite continuent de leur laiaaer une capacité de aurextermfnation - auffiaante pour **détruire** le monde à pluiaieura repriaea. Par **exemple**, à la suite de la aignature **del'Accord** START, lea analystea ont fait observer que lea **niveaux** d'armea atratégiquea des araenaux sur **lesquels** lea **Etats-Unis** et **l'Union** aoviâtique ont **fini** par se **mettre d'accord** sont numériquement lea mêmea que **ceux qu'ils** avaient

M. Nyakyi (Tanzanie)

lorsqu'ils ont **commencé** les **négociations** il y a **neuf ans** et **à peu près cinq** fois plus importants que ce **qu'ils** avaient **au moment** de la signature du **Traité** sur la non-prolifération en 1966. Surtout, le processus **ne concerne pas** d'autres Etats **dotés** d'armes **nucléaires** dont les stocks menacent tout autant l'existence de l'humanité.

Nous soulignons cela non pas pour minimiser l'importance des initiatives unilatérales des **Etats-Unis** et de **l'Union soviétique**, mais pour montrer tout le chemin qui reste **à** parcourir pour **éliminer** la **menace** de guerre **nucléaire**. Mais les initiatives **restent** hardies et **sans** précédent, et les Présidents Bush et Gorbatchev **méritent** d'être **félicités** pour la **prévoyance** et le courage dont ils ont fait preuve.

Ces **initiatives** unilatérales ont montré une fois de plus **qu'avec** la volonté politique nécessaire, rien **n'est** insurmontable. A cet égard, nous espérons que les deux dirigeants donneront suite aux indications **selon** lesquelles ils seraient **prêts à aller** plus loin **encore** que ce qu'ils avaient annoncé. Il y a maintenant tout lieu **d'espérer** que **l'on** procédera **à** de **nouvelles réductions** des armes nucléaires stratégiques **basées soit à terre** soit en mer. Le **moins** que nous puissions espérer est que les deux superpuissances **se** sentiront **maintenant** capables de passer de la réduction de 30 % **convenue dans l'Accord START à une réduction** de 50 % qui **était** **l'objectif initial**. Nous **espérons également** que les Etats-Unis seront maintenant en mesure de **répondre favorablement à** l'offre de **l'Union soviétique** qui a **proposé** un moratoire **d'un an** sur les essais **nucléaires**. En **présentant** **son initiative** le mois **dernier**, le **Président** Bush a annoncé par avance que **si** **l'Union soviétique** répondait par **des mesures aussi** courageuses, une coopération plus poussée était inévitable.

Le **Président** Gorbatchev a relevé le **défi** et il est **allé au-delà** en ce qui **concerne** les essais nucléaires. Nous demandons **instamment** aux **Etats-Unis d'Amérique** de **répondre** de **manière positive**.

Nous regrettons **encore** une **fois** que les progrès réalisés sur le plan **unilatéral** ou au niveau **bilatéral** n'aient pas été assortis d'un **progrès** analogue au niveau multilatéral qui nous intéresse tous. La déclaration du Président de la **Conférence** du désarmement et le rapport **général** de la Conférence (A/46/27) dont la **Commission** est maintenant **saisie, ne** laissent

M. Nyakyi (Tanzanie)

aucun doute sur le fait que les travaux **menés dans** cet organe laissent beaucoup à désirer. "**Le climat international positif**" dont on a tant parlé **ne semble pas** avoir **imprégné** les **activités** du seul organisme chargé de **négocier** et de **conclure** des accords de **désarmement** multilatéraux. **Ma délégation** est toutefois consciente des **progrès réalisés dans** les négociations relatives à une convention sur **l'interdiction** des armes chimiques. Nous sommes encouragés par **l'optimisme** dont **témoignent** les principaux **participants** aux négociations quant à la **possibilité** d'achever **l'élaboration d'un projet** de convention d'ici le printemps prochain **ou, pour être plus précis, d'ici à mai 1992**. **C'est** une nouvelle dont **nous nous réjouissons**, mais **nous ne** pouvons **qu'être déçus** de la lenteur des négociations sur d'autres questions **présentées comme** prioritaires sur **l'ordre** du jour de la **Conférence** du désarmement. Il est navrant de **constater** que maintenant, **après 30 ans environ**, les négociations **sérieuses** portant sur trois secteurs qui constituent la **pierre** angulaire du désarmement nucléaire - une interdiction des essais **nucléaires**, la **cessation** de la **course** aux armements nucléaires et la prévention de la guerre **nucléaire** - n'ont pas **encore** commencé. **Année après année**, les débats sur ces questions n'ont pas avancé **au-delà du** simple échange de vues **préliminaire**. Pour que le processus de désarmement **puisse être** considéré **comme irréversible**, il doit se refléter à tous les niveaux car tous les niveaux **se** complètent mutuellement pour atteindre l'objectif final **d'un** désarmement total et **complet**.

M. Nyakvi (Tanzanie)

Nous espérons **donc** ardemment que l'engagement pris par tous les Etats en faveur **d'un** désarmement total trouvera son illustration **dans** toutes les instances multilatérales. La **présente** Commission constitue l'instance universelle **capable** de **définir** le meilleur moyen **d'atteindre** nos **buts** et objectifs tels que **définis dans** le Document final de la **première** session extraordinaire de **l'Assemblée** générale **consacrée** au désarmement. Ouvrons **donc** tous ensemble à la recherche de la paix, de la **sécurité** et du développement internationaux pour nous rapprocher des objectifs auxquels nous souscrivons collectivement.

Je voudrais **maintenant dire** quelque chose au sujet du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui a **récemment** pris une dimension nouvelle **grâce à l'adhésion** d'un certain nombre **d'Etats**, dont le mien. Au nom de ma délégation, je tiens à remercier tous **ceux** qui ont félicité la **Tanzanie** de **sa** récente **adhésion** au Traité. Beaucoup **d'entre** vous **s'en** souviendront, la position de la **Tanzanie** à l'égard du Traité sur la non-prolifération **était** critique à bien des **égards**. Nous étions opposés **au** Traité non pas **parce** que nous avions des ambitions nucléaires - nous n'avons ni la capacité ni la volonté de **nous** engager **dans** le nucléaire - mais en raison de son caractère discriminatoire et **parce** que les puissances nucléaires **ne** parvenaient pas à **s'acquitter** de leurs obligations en **vertu** du Traité.

Notre **adhésion** au Traité **n'a** pas **changé** notre position de longue date en ce qui **concerne** les défauts majeurs **inhérents** au Traité. Nous persistons à penser que le **Traité** a pour **conséquence** - **sinon** pour objet - de désarmer ceux qui **n'ont** pas **d'armes** et d'armer ceux qui en ont. Cependant, pour montrer son attachement **indéfectible** au désarmement **nucléaire**, la **Tanzanie** a **décidé** de reconsidérer **sa** position sur le Traité **afin** de **ne** pas donner à ses détracteurs de **nouveaux prétextes** pour **ne** pas assumer leurs **responsabilités** en **matière** de non-prolifération des **armes** nucléaires. Le refus de la **Tanzanie** de signer le **Traité** était essentiellement une attitude de protestation. Bien qu'ils **ne** dissuadent pas totalement nos craintes, les progrès réalisés par les superpuissances **dans** le désarmement nucléaire nous ont **incités à espérer** que ce geste de notre part favoriserait une **évolution dans** les autres secteurs.

Nous tenons à réaffirmer ce que nous avons toujours **dit**, à savoir que nous considérons que le **moyen** le plus **sûr** d'enrayer l'escalade de la course

M. Nyakyi (Tanzanie)

aux armements nucléaires, de **poursuivre** sur la **voie** de la non-prolifération et **d'éviter le risque d'une guerre nucléaire** est de **conclure un traité interdisant tout essai**, ce qui mettra fin aux essais **nucléaires** de toute nature. La **conclusion d'un tel traité** contribuerait **dans** une large mesure à **démontrer** l'attachement des **puissances nucléaires** à la **non-prolifération** des armes nucléaires et à des négociations **authentiques** en **vue** du désarmement.

L'avenir du Traité **sur** la non-prolifération **dépendra** dans une large mesure de la **volonté** des **Etats dotés d'armes nucléaires** de **mettre un terme** à tous les essais **nucléaires** et de **conclure** un traité d'interdiction **complète** des **essais** qui interdise à tout jamais les essais **dans** tous **les milieux**. **A défaut, aucune** mesure significative de désarmement **ne pourra résister** à **l'épreuve** du **temps** pour ce qui **est d'arrêter** et **éventuellement d'inverser** la **course** aux armements nucléaires. **Comme** certains analystes **l'ont** fait observer à juste **titre**, si les puissances nucléaires continuent **d'expérimenter**, **mettre au point**, fabriquer et déployer des armes nucléaires nouvelles ou plus modérées, quand bien **même** le nombre des armes les plus **déstabilisantes** serait réduit, **il n'y** aura toujours pas **arrêt** de la **course** aux armements et **guère** plus **d'espoir** que les armes nucléaires soient **définitivement éliminées**.

La **Conférence** des parties chargée de **l'examen** du **Traité** d'interdiction partielle des essais, qui **s'est** tenue en **janvier dernier**, a **été** un nouvel effort pour **mettre en évidence** la **nécessité** de **parvenir d'urgence** à **l'interdiction complète** des essais. La **communauté** internationale attendait **une coopération appropriée** de la part **des puissances dotées d'armes nucléaires** qui sont parties **au Traité**. Malheureusement, l'attitude de deux puissances **dépositaires** a conduit nombre **d'Etats** à **s'interroger** sur l'attachement à la non-prolifération **qu'elles** professent.

Ma délégation **félicite** vivement de **ses** efforts le Président de la **Conférence**, M. Ali Alatas, qui, en procédant à des consultations **dans** des **conditions** plutôt **difficiles**, **s'est efforcé** de s'acquitter du mandat qui lui avait été **confié**. Nous espérons que **ses** efforts aboutiront à une **nouvelle** convocation de la **Conférence d'examen**, en 1992, **afin** de **parvenir** à un **traité** sur l'interdiction **complète** des **essais**. Ma délégation **continuera** de lui accorder son plein appui et toute **sa** coopération **dans** cette entreprise.

M. Nyakyi (Tanzanie)

La création de zones exemptes d'armes nucléaires et de zones de paix a pris une importance plus grande dans le contexte général des initiatives régionales de désarmement. L'appui que la Tanzanie a accordé à ces zones a été inspiré par sa conviction que ces mesures renforceront la paix et la sécurité régionales et contribueront à des efforts d'ensemble pour parvenir au désarmement général et complet.

A cet égard, nous n'avons cessé de réclamer la dénucléarisation de l'Afrique via l'application de la Déclaration de 1964 de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur la création d'une zone dénucléarisée en Afrique. Lors de sa dernière session, l'Assemblée générale est allée plus loin dans cette voie en adoptant la résolution 45/56 A, qui priait notamment le Secrétaire général de fournir à l'OUA toute l'assistance qu'elle pourrait lui demander pour pouvoir convoquer une réunion d'experts chargée d'étudier, du point de vue de leurs modalités et éléments, la préparation d'une convention formelle ou d'un traité sur la dénucléarisation de l'Afrique. En conséquence, le Groupe d'experts s'est réuni à Addis-Abeba, et la Tanzanie a fort heureusement pu envoyer un expert à cette réunion. Nous sommes saisis du rapport de ce groupe (A/C.1/46/9), que je recommande à la Commission d'examiner.

L'engagement des pays africains vis-à-vis de la Déclaration est incontestable. Nos efforts pour en atteindre les objectifs ont été entravés dans le passé par la politique du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud et par son ambition d'avoir l'arme nucléaire.

Un climat de crédulité alarmant a accueilli la récente signature du Traité sur la non-prolifération par le régime sud-africain. Certes, c'est là un fait dont il convient de se réjouir, mais il en faut plus à ma délégation que de voir la signature de ce régime au bas du Traité et des accords de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour croire à l'assurance d'un désir sincère de contribuer à assurer la sécurité des pays de la région et la dénucléarisation de l'Afrique. La capacité nucléaire de l'Afrique du Sud dans le domaine militaire est une réalité qui n'a pas été diminuée du fait de son accession au Traité sur la non-prolifération. Malgré les événements positifs intervenus récemment en Afrique du Sud, le régime d'apartheid reste au pouvoir, et sa politique et ses pratiques restent

M. Nyakyi (Tanzanie)

profondément ancrées dans le pays. En signant ce traité, l'Afrique du Sud n'a ni renoncé à sa politique d'agression et à ses ambitions nucléaires ni détruit ses armes nucléaires. Nous estimons que les pays qui ont un pouvoir et de l'influence sur ce régime devraient garantir que l'Afrique du Sud respecte la lettre et l'esprit du Traité sur la non-prolifération et des accords passés avec l'AIEA. Nous connaissons suffisamment bien ce régime pour savoir que c'est un domaine dans lequel il serait dangereux d'avoir une confiance aveugle. Il faudra appliquer les méthodes et les techniques mises au point récemment afin d'assurer le respect du Traité.

M. Nyakyi (Tanzanie)

En tant **qu'Etat du littoral** de l'océan Indien, la Tanaanie a constamment **exprimé** son vif **désir** de travailler sans **relâche dans** toutes les instances pour voir l'océan **Indien** devenir **réellement** une **zone de paix**. En tant que **membre** du Comité spécial de **l'océan Indien**, nous avons participé à toutes **ses sessions** depuis bientôt deux décennies. Nous regrettons **profondément** qu'il existe **encore** des obstacles à la convocation à Colombo de la Conférence des Nations Unies sur l'océan Indien, qui ouvrirait **le** voie à la mise en **œuvre** de la Déclaration.

Il est à regretter que l'atmosphère **internationale** positive du moment **n'ait** pas facilité les travaux préparatoires entrepris par le Comité spécial depuis plus de 10 ans. Ma délégation **espère** que **l'optimisme** engendré par les **récentes** initiatives sur le désarmement aura un effet positif sur les efforts constamment déployés et permettra **ainsi** d'atteindre les objectifs de la Déclaration **dans** un **proche** avenir. Ma délégation continuera d'accorder son **plein** appui **sux activités** du Comité spécial. Nous avons fait de grands **progrès dans** le processus préparatoire, et ce serait rendre un mauvais service aux objectifs de la **Déclaration** que de ralentir nos efforts **pour atteindre** notre but **final, c'est-à-dire** la réalisation de la **paix** et de la **sécurité dans** l'océan Indien et les zones qui l'entourent.

La question des transferts internationaux d'armes a **retenu** récemment une attention accrue, et à la suite de la publication du rapport du **Groupe** d'experts (document **A/46/301**, du 9 **septembre 1991**), la Commission doit maintenant **chercher** à instaurer un **consensus** sur la manière de promouvoir la **transparence** sur une base universelle et non discriminatoire, **tenant compte** des intérêts **légitimes** de toutes les nations. Plusieurs initiatives ont **été** prises - et continuent de **l'être** - par divers **groupes d'Etats**, en vue de **lancer** des mesures propres à **réglementer** les **transferts** internationaux d'armes. **Le** rapport du **Groupe** d'experts établi pour **étudier** la question de ces transferts et de leur **transparence** est soumis à la Commission. Ma délégation **comprend** et appuie les mesures légitimes **ayant** pour objectif véritable de **réglementer** ces transferts **sans** pour autant porter préjudice aux transferts **légitimes nécessaires à la sécurité des nations**. Nous **comprendons** et sympathisons **avec** le désir de **mettre fin au** trafic illégitime **d'armes** et nous **sommes persuadés** que toutes les nations coopéreront pour **refuser** aux **marchands**

M. Nyakyi (Tanzanie)

de mort **les énormes profits qu'ils tirent** de ce commerce **sordide**.

Les grande8 puissances **industrielles conservent** un monopole **sur** les armements mondiaux, en particulier **sur** leur **mise au point** et leur fabrication. **Malheureusement**, en mettant **l'accent sur** les **besoins** des petites **nations**, dont la plupart **ne** maintiennent que de8 niveaux relativement bas **d'armements** pour leurs besoins de legitime **défense**, certaines des propositions **soumises à** notre **commission semblent** avoir ignoré cette réalité. **Les propositions présentées** maintenant par le **groupe de8 pays européens** devraient être examinées en tenant **compte** de ce fait. Ma délégation **Óprouvera** quelque **difficulté à** accorder **son appui à** des propositions qui **imposent** les plus **lourds sacrifices** aux petites **nations** qui **ne sont importatrices**, pour de8 **raisons légitimes**, que de modestos **armements**. **Il ne peut être juste** de pouraivre une politique qui **assure** aux grande8 puissances une **sécurité** non **diminuée**, mais dont les **conséquences sont** de reatreindre la **sécurité** de8 **nations** plus petites et plus **faibles**.

En **conclusion**, qu'il me soit permis de **dire** que les **questions** de désarmement dont notre **commission est saisie** ont une incidence **directe** sur notre future existence **sur** cette planète. **L'existence** future de l'humanité **est un sujet** qui nous **intéresse tous au même degré** et nous avons tous un rôle à jouer pour **l'assurer**. La recherche d'une **sécurité globale** met en **évidence** les **buts communs** que nous partageons, qui **transcendent** les **divergences** de8 **systèmes géographiques** et **politiques** que nous représentons. La **Tanzanie** a toujours cru qu'en oeuvrant pour la paix, le **désarmement** et la **sécurité universelle**, nous travaillerons pour un avenir meilleur **pour nous-mêmes** et pour les **générations futures**. En **adhérant à** la **Charte des Nations Unies**, nous nous **sommes engagés à nous atteler à** la tâche d'apporter la paix au monde par la prévention de la guerre, en particulier de la guerre **nucléaire**. Nous **réaffirmons** notre engagement **constant à l'égard** de ce but.

Enfin, au nom de ma délégation, je **voudrais** faire part de notre **sincère reconnaissance** et notre gratitude au **Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement**, M. Yasushi Akashi, et à ses **collaborateurs dévoués**, pour l'appui **précieux** et l'**assistance** qu'ils ont **apportés** à nos travaux dans les diversos **activités consacrées au désarmement**, tout particulièrement dans notre région. Nous les **félicitons** de leurs efforts et les **assurons** de notre **appui** sans faille.

M. AL-SARKAL (Emirats arabes unis) (interprétation de l'arabe) :

C'est pour moi un grand plaisir de présenter, au nom de la délégation des Emirats arabes unis, mes plus vives félicitations au Président et à tous les membres du Bureau. J'espère que nos délibérations à cette commission répondront aux intérêts de tous les Etats Membres et de l'humanité toute entière.

Notre commission se réunit dans des circonstances particulières après la fin de la guerre froide et le rapprochement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la question du désarmement, notamment à la suite de l'initiative du Président Bush, du 27 septembre 1991, en vue d'éliminer toutes les armes nucléaires à courte portée, et celle du Président Gorbatchev, en date du 5 octobre 1991. Nous avons été témoins d'événements nouveaux sur le plan international qui touchent les peuples du monde et ont des incidences sur le désarmement.

Les peuples du monde ont commencé à comprendre que la démocratie est la voie qui mène au progrès et à la liberté et que, de la sorte, elle renforce les relations commerciales, les communications entre les peuples et la coopération internationales et aboutit finalement à l'élimination de la domination centralisée, permettant ainsi d'assurer la sécurité et la prospérité. Cependant, nous ne devrions pas trop nous réjouir et proclamer qu'un nouvel ordre mondial est né, car un nouvel ordre mondial ne saurait être la conséquence d'un événement particulier. Il reste à surmonter de nombreux défis difficiles, dont les plus importants se présentent dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la protection des enfants. Tels sont les défis qui confrontent le nouvel ordre mondial et qu'il doit relever s'il veut rétablir la sécurité, la stabilité, la prospérité et la démocratie dans le monde.

Les critères fondamentaux qui gouvernent les relations internationales sont le respect mutuel de la souveraineté, l'engagement à la non-agression, à la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, l'égalité entre tous et la coexistence pacifique. Voilà quels sont les éléments fondamentaux qui devraient caractériser le nouveau type de relations internationales. Il a maintenant été prouvé que les conflits peuvent être résolus par la

M. Al-Sarkal (Emirats arabes unis)

conciliation **nationale, l'équilibre des intérêts, la négociation** entre toutes **les parties intéressées** et la libre **expression des vclontés de chacun.**

L'événement principal qui a conduit à la proposition de la **Communauté européenne visant à établir un registre international des transferts d'armes** a été la **crise du Golfe et l'invasion par l'Iraq de l'Etat du Koweït.**

La limitation et la **réduction des dépenses militaires à l'échelle internationale** contribueraient **grandement au désarmement** et permettraient de **consacrer les ressources** qui en **découlent au développement économique** et social. La relation entre l'armement et le développement a un caractère **compétitif**, du fait de leur **rivalité** non seulement pour ce qui est des **ressources** du monde, **mais** aussi pour ce qui **est** des attitudee et des **concepts** qui gouvernent lea **décisions** des peuples. Le monde doit **faire** un choix entre poursuivre la **course aux armements** ou bien se **diriger** rapidement **vers** un **développement économique** et social plus **stable** et plus **équilibré, dans le cadre d'un ordre économique** et aocial beaucoup **plus** viable.

M. Al-Sarkal (Emirats arabes unis)

La relation existant entre le désarmement et le développement devrait être considérée dans le contexte de la course incessante aux armements, qui absorbe une part beaucoup trop importante des ressources humaines, financières, naturelles et technologiques du monde et qui, de ce fait, impose un lourd fardeau sur les économies des pays concernés. Etant donné que les ressources des pays tant développés qu'en développement sont soumises à l'heure actuelle à de fortes pressions, une réduction des dépenses militaires mondiales contribuerait de manière importante au processus du développement. Le désarmement contribuerait également à ce processus. La réduction des budgets militaires à elle seule permettrait d'allouer des ressources supplémentaires au développement économique et social, notamment des pays en développement, outre le fait qu'une telle réduction pourrait en fin de compte conduire au désarmement.

Le développement ne devrait plus risquer d'être victime d'une course incessante aux armements, tandis que le désarmement peut contribuer de façon importante au développement, en ce sens qu'on pourrait affecter au développement une partie des fonds rendus disponibles grâce aux mesures de réduction des armes et de désarmement.

Il existe entre le désarmement et le développement des liens étroits et solides. L'humanité pourra coexister dans la paix, la sécurité et la prospérité dans une atmosphère où régneraient l'entente, le bien-être et le développement économique et social, ou dans le cas contraire, l'humanité vivrait dans un climat caractérisé par l'envie, la haine, le meurtre et les guerres sous toutes leurs formes. Nous devons unir nos efforts pour faire du monde où nous vivons un monde basé sur l'entente, où les ressources consacrées à la militarisation seront détournées au profit du développement économique et social - un monde où l'on ne songe pas à la guerre mais à la paix. C'est pourquoi le monde entier se réjouit à la perspective de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui aura lieu à Rio de Janeiro en 1992 et suit avec intérêt les efforts entrepris dans la lutte contre la désertification et la protection des richesses des grandes forêts et la diversité biologique du monde, ses mers et ses océans.

La carte du monde est composée de tous les Etats du monde. Sur le plan militaire, il y a les pays qui fabriquent des armes classiques, nucléaires,

M. Al-Sarkal (Emirats arabes unis)

biologiques et autres **armes similaires** de **destruction massive**, et il y a ceux qui **fabriquent** et exportent **ces armes** au plus offrant. Si l'on prend le **cas** des pays importateurs d'armes, certains le font pour **protéger** leur sécurité, leur **stabilité** et leur population. Afin de vivre en paix et de **se défendre** contre l'**agression étrangère**. D'un autre côté, il y a les pays qui accumulent des **armes** de toutes sortes à des **fins** d'agression, alors que leurs populations ont **désespérément besoin** de **développement économique** et social.

Malheureusement, **ces populations** sont totalement impuissantes, comme **c'est le cas** en Iraq, tout le monde le **sait**.

Il est un autre Etat, Israël, qui **n'est pas** signataire au **Traité sur la non-prolifération**; par conséquent il n'y a pas de **mécanisme** qui permette d'**inspecter ses armes nucléaires** et autres. Il serait de l'**intérêt général** qu'Israël **ne mette pas** d'armes nucléaires au point. Mais qui donc va contraindre Israël à **s'abstenir**, étant donné qu'il **n'est pas** signataire au TNP et que **ses installations** ne sont pas soumises à l'**inspection** de l'Agence internationale de l'**énergie atomique**? N'oublions pas non plus l'**étroite coopération militaire** et nucléaire existant entre Israël et l'**Afrique du Sud**.

La **sécurité** et la **stabilité** sont les objectifs de tous les Etats; elles sont essentielles **aussi bien au désarmement** qu'au développement. Toutefois, les aspects de la sécurité **ne sont pas**, seulement militaires mais **politiques, économiques, sociaux, humanitaires et écologiques** et il en est d'autres qui touchent aux droits de l'homme. Le renforcement de la **sécurité** peut, d'une part, **créer des conditions propices** au désarmement et, de l'autre, fournir le **climat** et la **confiance nécessaires** à la poursuite et au succès du développement. Le **processus du développement**, en éliminant les **menaces non militaires** à la sécurité et en contribuant à un **système international** plus stable et plus durable, peut renforcer la sécurité et, partant, promouvoir la **réduction des armements** et le **désarmement**. Le **désarmement** renforcerait la **sécurité** tant directement qu'indirectement. Un **processus de désarmement** qui **garantisse** une sécurité non diminuée à des niveaux toujours moindres d'armements permettrait de **disposer de ressources** supplémentaires pour pouvoir **faire face** aux défis non militaires lancés à la sécurité, renforçant du même coup la sécurité globale.

La **menace** ou l'emploi de la force dans les relations internationales, l'**ingérence** extérieure, l'**agression armée**, l'**occupation étrangère**, la

M. Al-Sarkal (Emirats arabes unis)

domination coloniale, la **politique d'apartheid** et toutes les formes de discrimination **raciale**, la **violation** de l'**intégrité** territoriale, de la souveraineté nationale, du droit **à l'autodétermination**, et les atteintes au droit **des** Etats de poursuivre leur développement social et économique constituent des menaces pour la paix et la **sécurité internationales**. Quant à la sécurité internationale, **elle** sera garantie **dans** la mesure **où on** parviendra à des solutions pacifiques aux conflits régionaux, par la négociation.

Le montant **actuel** des dépenses militaires mondiales représente environ 6 % du produit national brut global du monde entier il est de 20 fois supérieur **au volume** de **l'aide** publique **au** développement accordée aux pays en développement. Durant les années 80, les dépenses militaires mondiales se sont **accrues** en moyenne **à** un rythme plus **rapide qu'au** cours de la **seconde moitié** des années 70. **On** estime que les **dépenses** mondiales consacrées à la recherche et **au** développement **militaires** représentent environ un quart des **dépenses** mondiales consacrées à toutes les **activités** de recherche-développement.

Les **dépenses** militaires **au cours** des 40 dernières **années** ont **représenté** tant pour les pays **développés** que pour les **pays** en développement des occasions **perdues**, car tous ces pays avaient un besoin **urgent** de ressources supplémentaires pour leur développement. **Dans** les pays en développement, **on** estime que **près** d'un milliard **d'individus** vivent en **dessous du seuil** de pauvreté, que 780 **millions** souffrent de malnutrition, que 850 millions sont **analphabètes**, que 1,5 milliard n'ont pas **accès** aux **services** de **santé**, qu'un nombre **aussi** important sont en chômage et **qu'un milliard d'individus** n'ont pas de **logement décent**. Tout cela **à** cause de **l'incidence** des dépenses militaires sur l'économie mondiale.

Les dividendes du désarmement **peuvent** s'obtenir de différentes **façons**. Il peut s'agir de l'expansion **du commerce**, des **transferts** de technologies, **d'une utilisation** plus efficace des **ressources** mondiales, **d'une** division du travail plus efficace et plus **dynamique**, de la **réduction** de la dette publique et des **déficits** budgétaires, et de **l'accroissement** des courants de ressources par le **biais** de **l'aide au développement** des **ressources** commerciales et d'autres **sources privées** ou des **transferts** de ressources **vers** les pays en développement.

M. Al-Sarkal (Emirats arabes unis)

Nous sommes encouragés par les récentes initiatives de deux grandes puissances nucléaires, qui ont l'une et l'autre une grande responsabilité. Les deux puissances ont publiquement et officiellement annoncé qu'elles s'efforcent d'atteindre l'objectif final des négociations bilatérales : l'élimination complète des armes nucléaires. Nos espoirs sont encore accrus par la prise de conscience croissante du public de la capacité destructrice et meurtrière des arsenaux nucléaires dans le monde et du gaspillage que représente l'accroissement continu des dépenses militaires. Cette prise de conscience imane d'un désir commun de survivance qui démontre la nécessité de mettre la sécurité nationale à l'abri des menaces qui pèsent sur le genre humain dans tous les pays, grands et petits, riches et pauvres, forts et faibles.

Notre petit monde est menacé par la présence de ces arsenaux militaires qui peuvent le faire exploser, et par le fardeau écrasant des dépenses militaires qui risque de l'écraser; en conséquence de quoi les besoins fondamentaux de deux tiers de la population mondiale ne sont pas satisfaits, ce pourcentage de la population vivant à la limite de la pauvreté, utilisant moins d'un tiers des ressources mondiales.

Nous sommes de ceux qui croient que ce monde nous est laissé en gage pour nos enfants, de même que nos ancêtres nous l'ont légué. Certes, les ressources du monde ne sont pas illimitées et les besoins de sécurité nationale sont légitimes et on se doit d'y répondre. Devons-nous pour autant assister les bras croisés, en témoins impuissants, à la détérioration de la sécurité à un coût plus élevé?

La séance est levée à 16 h 50.